

Bilan de l'industrie québécoise du capital-risque pour 2002

Dans une année de correction des cours et de prudence de la part des investisseurs, l'industrie québécoise du capital-risque a néanmoins montré des signes de vigueur en 2002. Au 31 décembre, les mouvements de capitaux de l'industrie totalisaient 722 millions de dollars et ce, malgré un quatrième trimestre décevant, au cours duquel 116 millions de dollars ont été versés, une baisse de 37 % par rapport aux 185 millions de dollars du T3. Par conséquent, à la fin de l'année, les mises de fonds au Québec accusaient une baisse de 27 % par rapport aux 984 millions de dollars investis en 2001.

Mais, les tendances au Québec se sont une fois de plus révélées plus durables que celles de l'ensemble de l'industrie canadienne qui a inscrit une diminution de 35 %. D'autre part, pendant que l'activité transactionnelle canadienne fléchissait de 9 % sur une base annuelle, elle augmentait de 3 % au Québec, le nombre de financements de compagnies étant passé de 333 en 2001 à 344 en 2002. L'activité de l'industrie tant québécoise que canadienne a aussi été plus robuste qu'aux États-Unis où l'investissement au T4 est resté inchangé et le capital investi en 2002 totalisait 21,2 milliards de dollars US, soit la moitié seulement des 41,3 milliards de dollars US enregistrés l'an dernier.

La durabilité de l'activité au Québec a été attribuable en grande partie au dynamisme relatif du secteur des sciences de la vie qui a reçu 217 millions de dollars, soit 30 % du capital investi. Le Québec a ainsi capturé 47 % des dollars investis dans les sciences de la vie à l'échelle du Canada en 2002. Malgré la turbulence qui l'a frappé, le secteur des communications s'est classé deuxième avec 19 % des ressources. La diversification croissante de l'industrie du Québec est à l'origine de son activité soutenue, quoique tous les investisseurs ont réduit leur allure en accord avec les tendances générales, investissant typiquement des montants de capital inférieurs et se concentrant sur leurs entreprises en portefeuille.

La mobilisation de fonds a également ralenti en termes globaux en 2002. Les nouveaux engagements de capital, apportés principalement par les SCRT et les fonds privés indépendants, ont totalisé 3,2 milliards de dollars à l'échelle du pays, le Québec héritant directement de 1,3 milliard de dollars. Ce nouvel apport a contribué à la croissance du capital total sous gestion de l'industrie du Québec qui a fini l'année 2002 avec 11,2 milliards de dollars. La masse commune de capital liquide (disponible aux fins d'investissement) a aussi augmenté, passant à 3,8 milliards de dollars.

Avis de modification des données

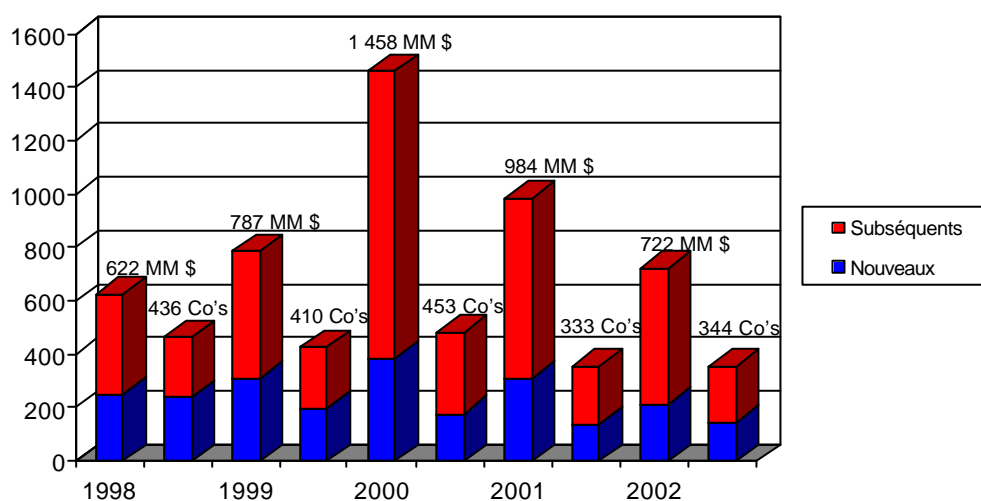
Pour rester à la pointe des tendances dans l'industrie canadienne du capital-risque, Macdonald & Associates met constamment à jour toute l'information financière sur les compagnies. Pour cette raison, les données d'ensemble actuelles et historiques sont sujettes à modification. Les usagers du site Web doivent par conséquent être à l'affût des révisions apportées aux statistiques trimestrielles et annuelles pour l'ensemble de l'industrie et pour les catégories particulières.

VIGUEUR ACCRUE DE L'ACTIVITÉ AU QUÉBEC EN 2002

Dans une année de correction des cours et de prudence de la part des investisseurs, l'industrie québécoise du capital-risque a néanmoins montré des signes de vigueur en 2002 grâce, en partie, à l'allure soutenue de l'activité dans les sciences de la vie, à l'image de la tendance nord-américaine. Au 31 décembre, les mouvements de capitaux de l'industrie totalisaient 722 millions de dollars, et ce, malgré un quatrième trimestre décevant, au cours duquel 116 millions de dollars ont été injectés, soit une baisse de 37 % sur les 185 millions du troisième trimestre. En tout, 115 compagnies du Québec ont obtenu du capital-risque au cours de cette période, ce qui se rapproche du nombre financé au T3. À la fin de l'année, 344 financements de compagnies avaient été effectués au total.

Vu le ralentissement du marché, les mises de fonds pour la dernière année au Québec ont également fléchi de 27 % par rapport aux 984 millions de dollars investis en 2001. Mais, l'activité québécoise a, une fois de plus, été plus vigoureuse que celle de l'industrie canadienne dans son ensemble, qui a consigné une régression de 35 %, soit de 3,8 milliards de dollars en 2001 à 2,5 milliards en 2002. Par ailleurs, alors que l'activité transactionnelle au Canada régressait de 9 % sur une base annuelle, elle progressait de 3 % au Québec par rapport à 2001 alors que 333 financements de compagnies avaient été effectués. Actuellement, les tendances de l'investissement dans les industries du Québec et du Canada ressemblent plus étroitement à celles de 1999.

Nouveaux investissements par rapport aux investissements subséquents; Québec



La situation tant au Québec qu'au Canada a été également relativement stable par rapport aux États-Unis où l'industrie du capital-risque connaît un décroissement soutenu et important de l'activité depuis 2000. À la fin de 2002, les dollars investis chez nos voisins du sud s'élevaient à 21,2 milliards de dollars US, soit la moitié des 41,3 milliards US inscrits en 2001.

Ces données indiquent que l'industrie du Québec continue de ressentir les effets de la contraction – qui s'est implantée fermement dans le pays au deuxième trimestre de 2002 – créée par la dépression des actions publiques, une économie incertaine et, par extension, une réduction des options de sortie. En effet, les professionnels du capital-risque ont vu bien des preuves de la conjoncture affaiblie en 2002, y compris plusieurs exemples de fusion, de consolidation et de fermeture de fonds, et de dévaluation d'éléments d'actif et de portefeuille.

Signe des eaux troubles de 2002, les professionnels québécois du capital-risque se sont de plus en plus concentrés sur les portefeuilles, soucieux de maintenir les compagnies à flot pour la reprise du marché. Les ressources financières ont, en grande partie, été stratégiquement réservées aux rondes subséquentes d'investissement qui ont attiré 70 % des mouvements de capitaux au bilan, une modeste amélioration par rapport au 69 % l'an dernier.

Selon la même logique, bon nombre de membres de l'industrie ont été moins portés à financer des entreprises innovatrices qui cherchaient du capital-risque pour la première fois, ou du moins, celles qui ne pouvaient pas démontrer un bénéfice tangible continu. Pour cette raison, la nouvelle activité s'est affaïssée en 2002, 146 compagnies du Québec ayant obtenu 217 millions de dollars comparativement à 309 millions de dollars l'année précédente et 382 millions en 2000. Comme Macdonald & Associates l'a observé dans ses rapports trimestriels précédents, ces chiffres témoignent d'un resserrement majeur d'argent pour les premières transactions avec une compagnie, resserrement qui a peu de précédents dans l'histoire de l'industrie canadienne. Les circonstances sont meilleures au Québec à cet égard, compte tenu de son taux d'activité plus élevé en matière de nouvelles transactions comparativement au reste du pays.

La tendance de conserver les ressources en 2002 a également été visible dans le montant des financements de compagnies qui, s'élevant à 2,1 millions de dollars en moyenne, ont été bien inférieurs à ceux des dernières années. En 2001, le montant moyen injecté par compagnie s'élevait à 2,9 millions de dollars; il avait été de 3,2 millions en 2000. Les financements de compagnies du Québec continuent d'être à la remorque de ceux de l'industrie canadienne en général, dont la moyenne était de 3,6 millions de dollars en 2002, en baisse également relativement au passé immédiat.

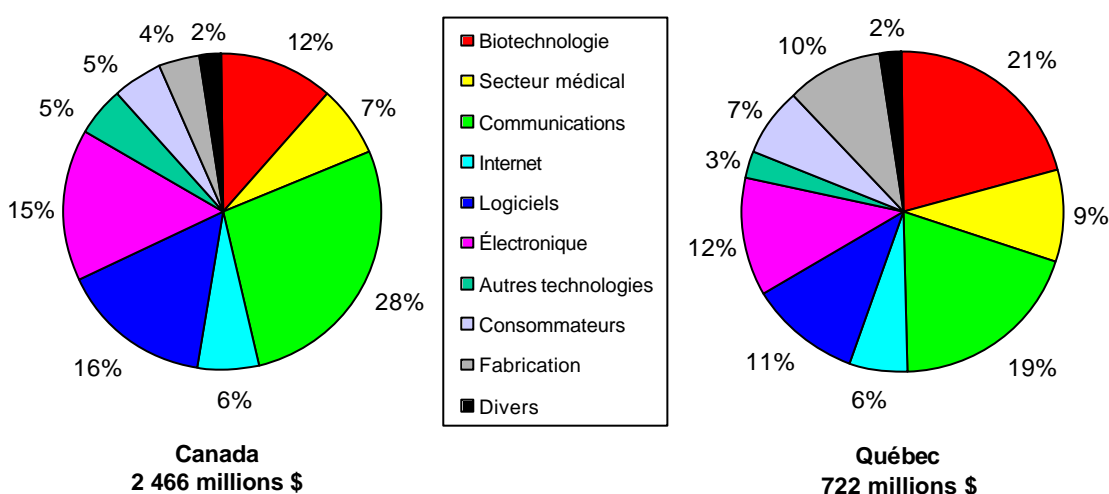
Au cours de l'année 2002, il était clair que la nature relativement durable de l'investissement de capital-risque au Québec, par rapport à l'activité canadienne, se traduirait par une part supérieure à la moyenne des mouvements de capitaux nationaux destinés aux compagnies du Québec. Ce fut le cas à la fin de l'année, les entreprises du Québec ayant attiré 29 % du total des mises de fonds de l'industrie au Canada, dépassant la part de 25 % habituellement obtenue par le Québec les dernières années. Le Québec a également continué de l'emporter haut la main sur l'industrie canadienne pour le nombre d'entreprises financées par du capital-risque, soit 51 % du total.

Comme on s'y attendait, la région du Grand Montréal a reçu le gros des dollars déboursés en 2002 – 73 % -- ou 530 millions de dollars dans 182 compagnies, tandis que la ville de Québec captait 63 millions de dollars dans 50 entreprises. Le reste a été réparti entre d'autres régions du Québec, soit 129 millions de dollars versés à 112 entreprises.

LES SCIENCES DE LA VIE PRÉDOMINENT AU QUÉBEC

En 2002, la biotechnologie et les autres sciences de la vie ont continué de l'emporter sur les autres secteurs technologiques et traditionnels pour ce qui est de l'intensité de placement au Québec, comme elles le font depuis quelque temps déjà. En tout, 71 compagnies appartenant à ce secteur, y compris Angiogène, qui a reçu un financement additionnel au quatrième trimestre, ont absorbé 217 millions de dollars, soit 30 % du capital investi. Reflétant la tendance relativement optimiste perceptible à l'échelle nord-américaine l'an dernier, ce nombre de financements réservés aux compagnies de sciences de la vie du Québec dépasse même le total de l'an dernier, qui était de 59, tandis que les mises de fonds dans le secteur accusent seulement une légère baisse de 12 % par rapport aux 248 millions de dollars injectés en 2001.

Montant investi par secteur; 2002



Comme dans le passé, les entreprises biopharmaceutiques du Québec ont absorbé la part du lion des capitaux investis, soit 151 millions de dollars, ou 70 % du montant global; leur ont succédé les compagnies d'appareils et d'équipements médicaux qui ont obtenu 46 millions de dollars, soit une part de 21 %.

Il n'est pas surprenant que quelques-unes des entreprises de sciences de la vie les mieux connues aient été situées au Québec, notamment Gemin X Biotechnologies, Phytobiotech, PhageTech, LMS Medical Systems, BioAxone Therapeutics et Osprey Pharmaceuticals. Le Québec s'est par conséquent retrouvé au centre de l'activité nationale dans les sciences de la vie, accaparant 47 % des 463 millions de dollars affectés au secteur à l'échelle du pays, soit une hausse par rapport au 38 % obtenu en 2001. Les financements de compagnies en sciences de la vie du Québec ont atteint en moyenne 3,1 millions de dollars alors qu'ils avaient été de 4,2 millions de dollars l'année précédente.

10 premières transactions du Québec en 2002

Compagnie	Ville	\$ engagés (K)	Trimestre
Hyperchip Inc.	Montréal	70 000	T1
ITF Optical Technologies Inc.	Saint-Laurent	37 845	T3
Adaltis Inc.	Montréal	25 000	T2
SpaceBridge Semiconductor	Gatineau	21 000	T2
Gemin X Biotechnologies Inc.	Montréal	20 000	T3
Phytobiotech Inc.	Laval	19 235	T3
Octasic Inc.	Montréal	17 250	T1
Bodco Farm Equipment Inc.	Saint-François-Xavier-de-Brompton	16 000	T3
PhageTech Inc.	Montréal	16 000	T1
LMS Medical Systems Ltd.	Montréal	14 000	T3
© Macdonald & Associates. Tous droits réservés.			

Dans tout le Canada, les communications et la réseautique ont fait une traversée turbulente en 2002, attirant des capitaux importants au premier trimestre qui se sont érodés au T2 lorsque l'investissement a été lourdement affecté par la dévaluation des actions publiques. Le secteur des communications du Québec a lui aussi été sensible à ces oscillations, mais il a fini en bonne position, avec 18 compagnies qui ont reçu 141 millions de dollars, soit 19 % de toutes les mises de fonds au 31 décembre. Bénéficiant d'une transaction engageant LxSix Photonics au T4, l'activité liée aux communications au Québec a effectivement progressé par rapport aux 130 millions de dollars qui avaient été investis en 2001. Le financement moyen accordé aux compagnies de communications s'est élevé à 7,8 millions de dollars en 2002.

Ailleurs dans le secteur de l'IT du Québec, 33 fabricants de semi-conducteurs, de matériel électronique et informatique ont reçu 86 millions de dollars; à titre d'exemple, la transaction avec LTRIM Technologies survenue dans les trois derniers mois de l'année. Les compagnies de logiciels ont elles aussi fait bonne figure, 49 d'entre elles ayant reçu 79 millions de dollars; les capitaux acheminés dans cette direction ont toutefois été particulièrement faibles par rapport à 2001, malgré une importante transaction au T4 engageant Artificial Mind and Movement (A2M). On peut dire la même chose pour les entreprises liées à Internet, dont 15 ont capturé 42 millions de dollars. L'année précédente, les entreprises de logiciels du Québec et celles liées à Internet obtenaient 178 millions de dollars et 110 millions de dollars respectivement.

Divers secteurs et compagnies à vocation traditionnelle du Québec ont aussi attiré 136 millions de dollars, soit 19 % des dollars investis et une baisse par rapport aux 167 millions de dollars reçus l'année précédente.

Sur une base canadienne, le secteur des communications est venu en tête pour sa part des ressources globales de l'industrie (27 %); les sciences de la vie sont au deuxième rang (19 %), suivies des fabricants de semi-conducteurs, de matériel électronique et informatique (15 %), des compagnies de logiciels (14 %) et des entreprises axées sur Internet (6 %).

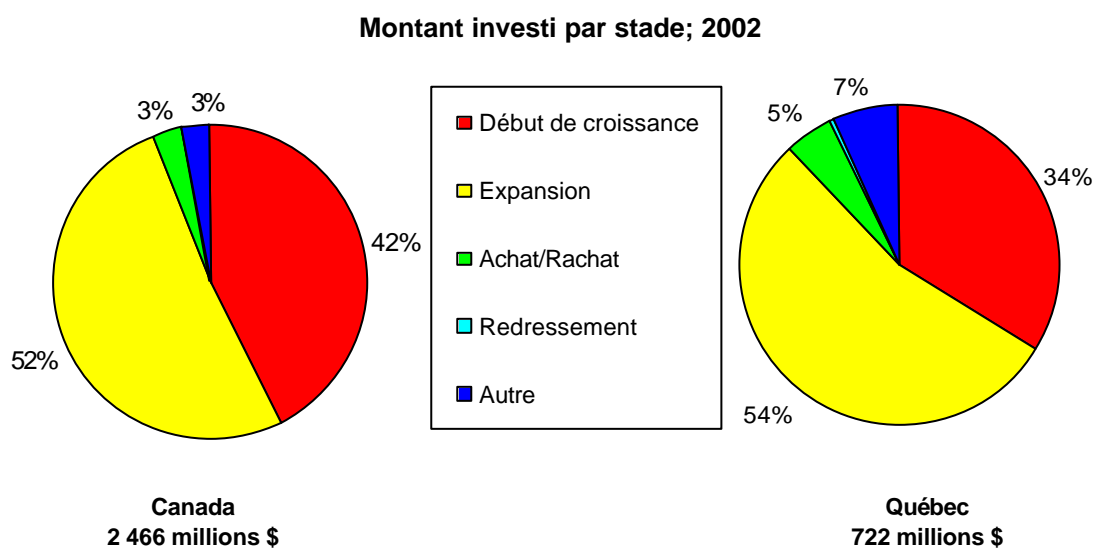
Deux entreprises du Québec financées par du capital-risque – Hyperchip de Montréal et ITF Optical Technologies de Ville Saint-Laurent – figurent au palmarès des 10 premières transactions de l'industrie canadienne en 2002.

LES ENTREPRISES EN DÉBUT DE CROISSANCE OBTIENNENT MOINS DE FOND

Les compagnies en début de croissance se sont tissé une place considérable dans les industries québécoise et canadienne depuis 2000. Même dans le marché contracté de 2002, des financements au niveau de prédémarrage, de démarrage et de croissance précoce ont été conclus au Québec, portant à 167, soit 48 % du total, le nombre de très jeunes entreprises qui ont absorbé 245 millions de dollars, soit 34 % de toutes les mises de fonds. Les entreprises du Québec au stade de démarrage ont de loin accaparé le plus gros pourcentage de capitaux affectés aux entreprises en début de croissance, soit 59 %, ou 144 millions de dollars. Mais l'attention accordée aux compagnies en début de croissance, prises collectivement, a été moins de la moitié de ce qu'elle avait été en 2001, lorsque ces compagnies avaient absorbé 507 millions de dollars, soit une part de 51 %.

La baisse du financement des entreprises en début de croissance est compréhensible à la lumière de la conjoncture, mais il peut aussi être inquiétant dans certains cas, étant donné que certaines des entreprises québécoises de technologie financées par du capital-risque qui sont les mieux connues au Québec figurent parmi leur nombre. Phytobiotech, Octasic, PhageTech, LMS Medical Systems et BioAxone Therapeutic sont quelques exemples.

Depuis la période de janvier à mars, les transactions au Québec au niveau de l'expansion ont fait des progrès sensibles par rapport à l'an dernier; à la fin décembre, 131 entreprises avaient obtenu pour 391 millions de dollars de capital-risque, soit 54 % du total. Ce niveau représente une faible amélioration par rapport aux 129 entreprises du Québec qui avaient reçu du capital d'expansion évalué à 363 millions de dollars l'année précédente, mais il est quand même remarquable compte tenu de l'environnement peu propice à l'investissement.



Toute l'industrie canadienne a accordé plus d'attention aux transactions en début de croissance en 2002, les très jeunes entreprises ayant absorbé 42 % de toutes les mises de fonds, soit 1,0 milliard de dollars, comparativement à 1,3 milliard de dollars, ou 52 % pour les entreprises en expansion.

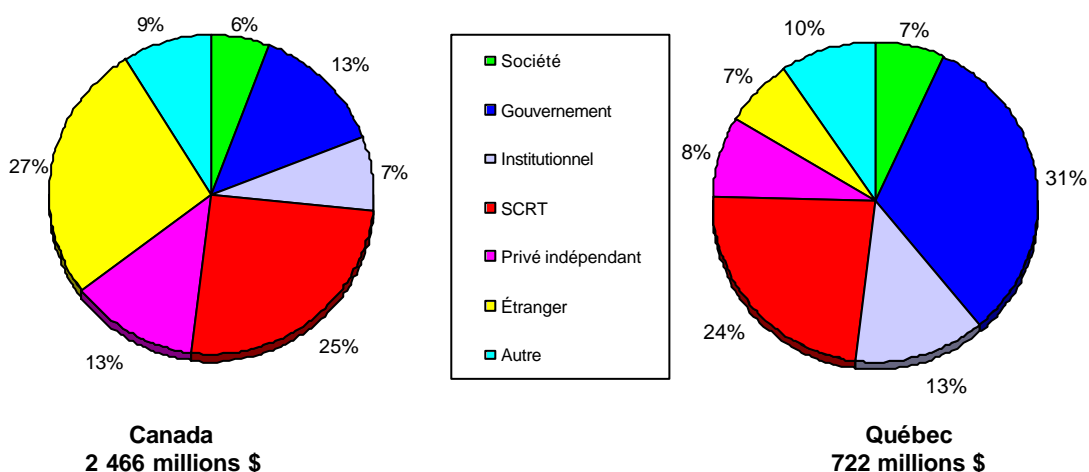
LES INVESTISSEURS DU QUÉBEC RALENTISSENT LEUR ALLURE EN 2002

On avait remarqué, en 2001, qu'une base de plus en plus diversifiée de compagnies de gestion et de fonds au Québec avait contribué considérablement au soutien de l'activité dans un marché lent. Ce fut le cas aussi en 2002, lorsque le marché s'est contracté davantage. Ceci dit, les groupes d'investisseurs du Québec – ou les fonds canadiens et étrangers exposés régulièrement à des possibilités de transaction au Québec – ont uniformément fait preuve de prudence, réduisant leur allure en fonction des tendances générales, et investissant ordinairement de plus petits montants de capital axé sur leurs entreprises en portefeuille.

Comme ils l'avaient fait en 2001, les fonds gouvernementaux, tels le fonds Innovatech et la Société générale de financement du Québec, ont mené le peloton au cours de la dernière année, avec 230 millions de dollars destinés à 136 compagnies, soit près du tiers du capital total investi, et un montant modérément inférieur seulement aux 245 millions de dollars qu'ils avaient déboursés l'année précédente. Au deuxième rang, on retrouve les SCRT dominées par le Fonds de solidarité (FTQ) et FondAction qui ont investi 171 millions de dollars, soit 24 % du montant global, en baisse de 15 % sur les 201 millions de dollars inscrits antérieurement. Les placements des SCRT ont touché 141 entreprises en tout.

Entre janvier et décembre, CDP Capital – Technologies et d'autres fonds institutionnels ont investi 93 millions de dollars comparativement à 167 millions en 2001. Les fonds privés indépendants ont assumé pour 58 millions de dollars des placements en 2002, tandis que les fonds de corporations ont investi 51 millions de dollars. En 2001, les fonds privés indépendants et les fonds de corporations avaient effectué des mises de fonds totalisant 80 et 89 millions de dollars respectivement.

Montant investi par type d'investisseur; 2002



Les intervenants locaux de l'industrie ont joué un rôle déterminant en 2002 en assurant une certaine uniformisation de la distribution de l'activité à la suite d'un autre fléchissement du taux de mouvement des capitaux étrangers. Malgré qu'elles faisaient partie intégrante de certains groupes importants de financement en 2002, pour des compagnies comme ITF Optical Technologies et Gemin X Biotechnologies, les sources non résidentielles – constituées principalement de fonds de capital-risque et de groupes stratégiques américains ou européens – ont acheminé 49 millions de dollars dans des transactions du Québec, soit près de la moitié des 93 millions de dollars qui leur avaient été attribués l'année précédente.

La participation étrangère a également fléchi ailleurs au Canada, le montant total investi s'élevant à seulement 650 millions de dollars, soit 40 % de moins que le 1,1 milliard de dollars que les non-résidents avaient apporté à des transactions canadiennes l'année précédente.

LES SC PRIVÉES MOBILISENT PLUS D'UN MILLIARD DE DOLLARS

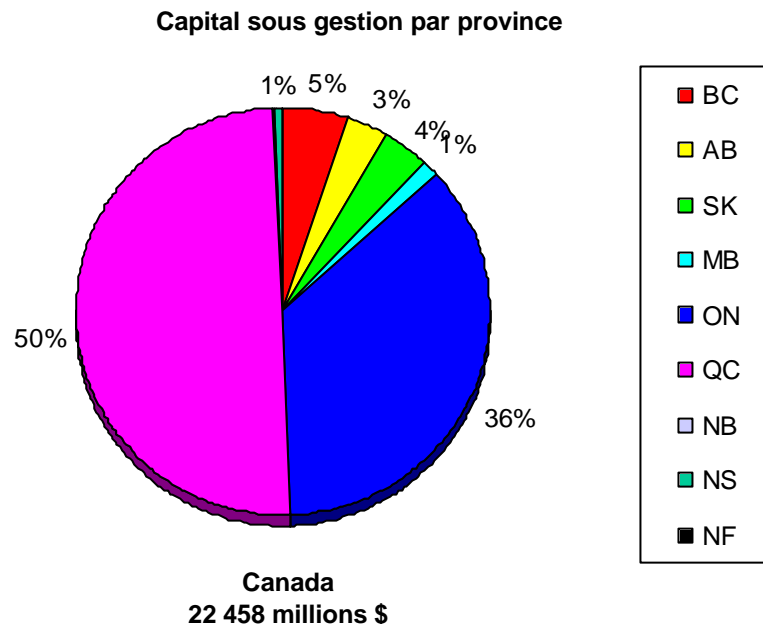
Pendant qu'un grand nombre d'investisseurs dans les industries québécoise et canadienne surveillaient la réserve de ressources en prévision de perspectives de sortie plus longues, certains s'affairaient à mobiliser de nouveaux fonds en 2002. À la suite de cette activité, principalement de la part des SCRT et des fonds privés indépendants, de nouveaux engagements de capitaux évalués à 3,2 milliards de dollars ont été ajoutés au pool national, la part du Québec s'élevant à 1,3 milliard de dollars. Ces nouveaux fonds sont en baisse comparativement à 2001 tant à l'échelle du Québec que du Canada.

Comme Macdonald & Associates l'indiquait dans ses rapports trimestriels précédents, l'aspect le plus éloquent ici est l'augmentation massive de nouveaux engagements destinés aux sociétés en commandite (SC) gérées par des intervenants privés indépendants dans tout le pays, qui s'élevaient à 1,1 milliard de dollars à la fin de l'année. Plusieurs d'entre eux étaient situés au Québec, notamment MSBI Capital et la nouvelle SC établie par CDP Capital – Technologies, ou étaient des fonds nationaux clairement axés sur des compagnies du Québec, comme MDS Capital Corporation, MM Venture Partners et RBC Capital Partners. Le fait qu'un si grand nombre de ces mobilisateurs de fonds efficaces soient des spécialistes dans le domaine des sciences de la vie est un atout pour le Québec.

L'apport de fonds par les SC privées en 2002 surpasse de 133 % les 483 millions qu'elles avaient mobilisés en 2001 et, à vrai dire, dépasse tous les résultats annuels passés, sauf ceux de 2000 lorsque les fonds privés indépendant avaient levé 1,8 milliard de dollars en nouveaux capitaux. Comme cette activité est un indicateur de la santé à long terme de l'industrie, c'est une nouvelle encourageante.

Même les SCRT ont mobilisé de nouveaux capitaux. Propulsés par une saison de REÉR fructueuse, ces fonds ont contribué 1,7 milliard de dollars, montant juste au-dessous du 1,8 milliard de dollars générés l'année précédente en crédits fiscaux par les SCRT. La plus importante SCRT du Québec et du Canada, le Fonds de solidarité (FTQ), s'est attribué la part du lion des achats d'actions au détail en plus d'avoir mobilisé le plus d'argent en dehors du premier trimestre; FondAction figurait aussi parmi les premiers mobilisateurs de fonds de cette catégorie.

Les fonds gouvernementaux ont injecté 315 millions de dollars additionnels dans l'industrie canadienne. Comme une bonne partie de cet argent a été fournie par les trois fonds Innovatech et BDC, Capital de risque, le pool du Québec s'en est trouvé bonifié.



Vu la prédominance des SCRT dans la mobilisation de fonds annuelle, les particuliers sont restés la source centrale des rentrées canadiennes de fonds, représentant 1,8 milliard de dollars, soit 56 % des nouveaux engagements en 2002. Viennent ensuite les fonds de pension avec 510 millions de dollars, les gouvernements avec 354 millions de dollars, les corporations avec 276 millions de dollars, et les investisseurs étrangers avec 221 millions de dollars.

L'année 2002 a été témoin non seulement d'une mobilisation de fonds intense à certains trimestres, mais aussi de fusions de fonds, de consolidations et même de quelques fermetures. Il faut mentionner également que Macdonald & Associates a réussi à ajouter à sa base de données les rapports de quelques groupes d'investisseurs bien établis qui n'avaient pas contribué de données antérieurement. Une fois que les rentrées de fonds, sorties de fonds et autres facteurs sont rapprochés, l'industrie du Québec se retrouve avec un montant net de 11,2 milliards de dollars sous gestion, une augmentation par rapport aux 10,7 milliards de dollars inscrits en 2001. Le Québec détient ainsi la plus grosse part (50 %) des ressources canadiennes sous gestion qui se chiffrent actuellement à 22,5 milliards de dollars.

La mobilisation de fonds a aussi laissé sa marque sur la liquidité de l'industrie québécoise qui est plus forte au début de 2003 qu'au début de 2002. Le capital disponible aux fins d'investissement est passé de 3,4 milliards de dollars à 3,8 milliards de dollars.